



Le chômage repart à la hausse

Au 3^e trimestre 2019, l'emploi recule dans le Grand Est en raison de la morosité dans l'industrie et l'intérim et malgré une hausse dans le secteur de la construction. Le chômage est en hausse, mais certains départements parviennent à garder un taux stable. Le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa diminution, de façon hétérogène selon le profil des personnes. La construction de logements est orientée à la baisse, à l'inverse de celle des autres locaux. La fréquentation touristique, soutenue par la clientèle résidente, augmente davantage qu'en métropole. Les créations d'entreprises s'accroissent plus fortement qu'au niveau national, et cette augmentation touche tous les départements du Grand Est. Les défaillances d'entreprises progressent moins vite dans la région qu'en France. Les exportations augmentent vers notre principal partenaire commercial, l'Allemagne. Croissance, emploi et chômage évoluent favorablement chez nos voisins frontaliers.

Liliane Clément, Florent Isel, Marie-Laure Kayali, Brigitte Martin, Thibaut Martini, Béatrice Neiter, Loïc Rousseau, Insee

Rédaction achevée le 20 décembre 2019

Léger recul de l'emploi

Au 3^e trimestre 2019, l'emploi salarié dans le Grand Est continue de baisser légèrement, avec une perte de 610 emplois. Le secteur privé contribue à cette diminution, avec 1 550 emplois de moins, soit -0,1 %, alors que l'emploi dans le secteur public croît de 0,2 %. En France entière, l'emploi progresse de 0,2 %, bénéficiant de l'orientation à la hausse des secteurs privé et public, respectivement +0,2 % et +0,1 %. Les évolutions de l'emploi sont plus contrastées dans les régions voisines : +0,2 % dans les Hauts-de-France et -0,2 % en Bourgogne-Franche-Comté. Le département des Vosges présente le plus fort recul de l'emploi (-0,3 %), suivi de la Moselle, des Ardennes et de la Meuse (-0,2 %), tandis que dans la Haute-Marne, l'emploi s'accroît de 0,4 % ce trimestre.

Hausse modérée dans la construction

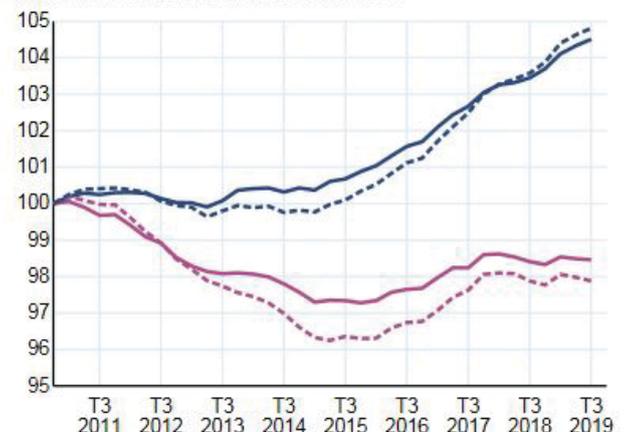
Le secteur où l'emploi régional progresse le plus est la construction, même si cette augmentation reste modeste (+0,2 % après +0,1 %), au regard du niveau national (+0,6 %). La hausse est importante en Meurthe-et-Moselle (+0,9 %), alors que les Ardennes et la Moselle affichent une baisse de 0,4 %.

Comme au trimestre précédent, le secteur de l'industrie subit une nouvelle perte de 0,2 %, soit 750 emplois de moins. Le Grand Est s'avère la région où la baisse est la plus forte ; dans l'ensemble de la France, l'emploi industriel reste stable. Excepté le Bas-Rhin qui résiste difficilement (+0,0 %), tous

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Grand Est
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Grand Est
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

les départements sont concernés par la baisse de l'emploi dans l'industrie. Les plus fortes diminutions sont observées en Moselle et dans les Ardennes (- 0,6 %).

L'emploi intérimaire continue de fléchir

L'emploi intérimaire se contracte à nouveau, même si le repli est de moindre ampleur qu'au trimestre précédent (- 1,3 % contre - 2,4 %). À l'échelle nationale, le recul est identique à celui du 2^e trimestre (- 0,4 %). Cette réduction, constatée dans huit départements sur dix, est la plus forte dans les Ardennes et en Moselle (- 5,8 % et - 4,8 %). La Meuse et la Haute-Marne sont au contraire très bien orientées, puisque l'emploi intérimaire y augmente de 9,1 % et de 14,4 %. Dans la région, c'est le secteur de l'industrie qui est le plus touché par ces pertes, enregistrant 980 emplois de moins, soit - 3,1 %. L'emploi intérimaire progresse uniquement dans les services marchands (+ 1,3 %).

Dans le tertiaire marchand hors intérim du Grand Est, l'emploi stagne, alors qu'il augmente de 0,2 % toutes régions confondues. Dans le domaine de l'hébergement-restauration, il chute de 0,7 %, après une hausse de 1,3 % le trimestre précédent. L'emploi progresse néanmoins de 0,3 % dans les domaines du transport et des services aux entreprises, et de 0,2 % dans l'information. Dans le secteur tertiaire marchand, l'emploi baisse dans la Meuse (- 1,2 %), alors qu'il augmente dans les Ardennes et la Haute-Marne (+ 0,3 %).

Quant à l'emploi dans le tertiaire non marchand, il s'accroît de 0,1 %, soit 900 emplois en plus. La tendance est similaire au niveau national. Les plus fortes hausses concernent la Moselle et le Haut-Rhin (+ 0,4 % et + 0,8 %), alors que la Haute-Marne et les Ardennes perdent une centaine d'emplois (- 0,4 % et - 0,3 %).

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acoss (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

Le chômage repart à la hausse

Après trois trimestres consécutifs de baisse, le chômage repart à la hausse dans le Grand Est. Au 3^e trimestre 2019, le taux augmente de 0,2 point par rapport au 2^e trimestre et s'établit à 8,3 % de la population active, égalant le chiffre de la France métropolitaine. Sur un an, le chômage demeure cependant en baisse : le taux a perdu 0,3 point, contre 0,5 en France métropolitaine.

La hausse trimestrielle concerne tous les départements sauf la Meuse où le chômage se stabilise à 8 %. Le taux de chômage augmente le plus dans les Ardennes (+ 0,4 point) pour atteindre 10,3 %, soit le taux le plus élevé après l'Aube (11,0 %).

Le chômage reste stable dans quatre zones d'emploi : Longwy, Bar-le-Duc, Thionville, et Neufchâteau. Il progresse dans les autres zones d'emploi jusqu'à 0,4 point à Sarreguemines et 0,5 point à Forbach et Remiremont.

La baisse du nombre de chômeurs de longue durée se confirme

Au 3^e trimestre 2019, le Grand Est compte 451 570 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C, soit une baisse de 0,3 % sur le trimestre (- 0,9 % en métropole) et de 2,2 % sur l'année (- 1,9 % en métropole). Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée (catégorie A) augmente de 0,5 % ce trimestre pour atteindre 279 120 personnes. Il est en hausse dans presque tous les départements de la région (jusqu'à + 1,3 % en Moselle), mais recule dans la Marne, l'Aube et la Meuse (- 1,2 %, - 1,0 % et - 0,7 %).

2 Évolution de l'emploi intérimaire

— Grand Est
— France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Grand Est

— Construction
— Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim
— Tertiaire non marchand

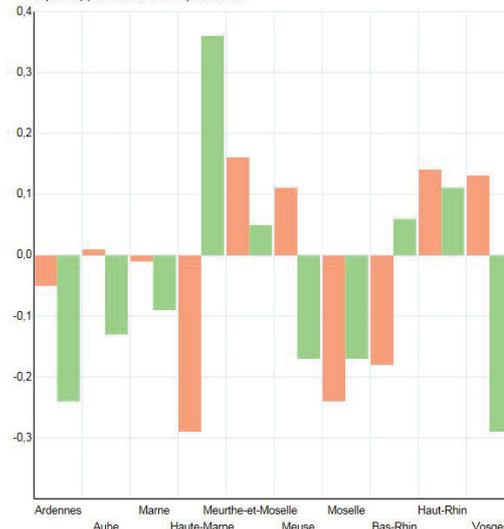
indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution de l'emploi salarié total par département

— 2019T2 — 2019T3
en % par rapport au trimestre précédent



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

Sur un an, la tendance reste à la baisse dans la région (- 1,8 %), mais moins fortement qu'au niveau métropolitain (- 2,4 %).

Comme au trimestre dernier, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A (moins de 25 ans) augmente de 1,7 %, en particulier chez les hommes (+ 2,1 %). En revanche, pour l'ensemble des catégories A, B et C, les jeunes demandeurs d'emploi s'avèrent moins nombreux (- 0,6 %).

Les chômeurs de longue durée (inscrits depuis au moins un an) représentent 48,6 % des demandeurs d'emploi, soit un peu plus qu'en métropole (47,5 %). Pour le quatrième trimestre consécutif, leur nombre diminue (- 0,8 %), conduisant à un recul annuel de 2,6 %. Parmi eux, les inscrits depuis 3 ans ou plus sont plus nombreux (+ 1,9 % et + 3,6 % sur un an).

Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente de 0,3 % (- 1,8 % sur l'année).

Au 3^e trimestre 2019, comme au trimestre précédent, le nombre d'entrées à Pôle emploi baisse de 1,1 %, notamment du fait du ralentissement des premières arrivées sur le marché du travail (- 7,4 %), des entrées pour fin de contrat (- 4,6 %), des fins de missions d'interim (- 3,9 %), des démissions (- 3,3 %) et des ruptures conventionnelles (- 2,1 %). En revanche, les licenciements économiques augmentent de 5,2 %.

Construction : moins de logements autorisés, mais plus de locaux

Les permis de construire de logements restent orientés à la baisse depuis mi-2018. Entre octobre 2018 et septembre 2019, ils sont en retrait de 5,9 % en France et de 13,4 % dans le Grand Est. Au niveau régional, la dégradation est principalement liée à la construction de logements collectifs et individuels groupés (- 18,4 % et - 9,4 %). Le nombre de logements autorisés diminue de 28 % dans le Bas-Rhin et de 19 % dans le Haut-Rhin. La baisse est plus limitée dans la Marne, la Moselle et la Meurthe-et-Moselle. Hormis la Haute-Marne, les départements les moins densément peuplés sont les seuls dont l'évolution du nombre de permis de construire est positive.

La tendance reste également à la baisse pour les ouvertures de chantier de logements depuis début 2018. Leur nombre recule de 3,2 % en France et de 7,7 % dans le Grand Est. Par rapport au cumul des douze mois antérieurs, la chute est de 13 % dans le Bas-Rhin, département qui représente un tiers des logements commencés de la région. Avec - 21 % et + 5 %, les évolutions sont contrastées en Moselle et dans le Haut-Rhin, où le nombre de logements mis en chantier est proche (environ 4 000).

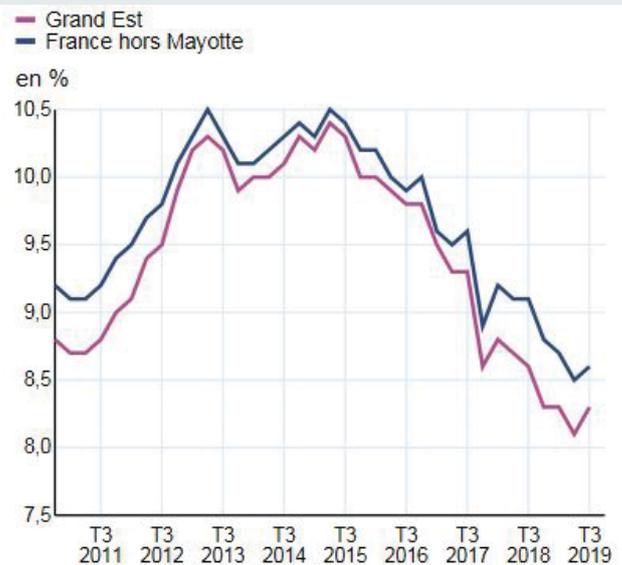
Entre octobre 2018 et septembre 2019, les surfaces de locaux autorisées poursuivent leur progression : + 4,3 % en France, + 7 % dans le Grand Est. Elles bondissent de 56 % en Moselle et de 34 % dans la Marne. Ces deux départements comptent un tiers des surfaces non résidentielles autorisées. La croissance est également significative dans la Meuse et dans l'Aube (+ 42 % et + 30 %), mais sur des volumes moins importants. À l'inverse, le recul est supérieur à 30 % dans les Ardennes et en Meurthe-et-Moselle. Il est moins prononcé dans le Haut-Rhin (- 17 %).

Les surfaces commencées dans le secteur non résidentiel repartent à la hausse en France comme dans le Grand Est : + 6,7 % et + 7,8 %. Avec près de 103 000 m² mis en chantier au cours des douze derniers mois contre près de 47 000 un an auparavant, la progression est de 120 % dans la Meuse. Dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, qui concentrent à eux seuls 40 % des surfaces de locaux commencés, la hausse est de 46 % et 41 %. Dans l'Aube, elle atteint 35 %. Par contre, les mises en chantier de locaux dans les Ardennes et la Meurthe-et-Moselle baissent de 20 %. La chute est encore plus marquée dans la Marne et la Haute-Marne avec - 27 % et - 44 %.

La clientèle résidente soutient la fréquentation touristique

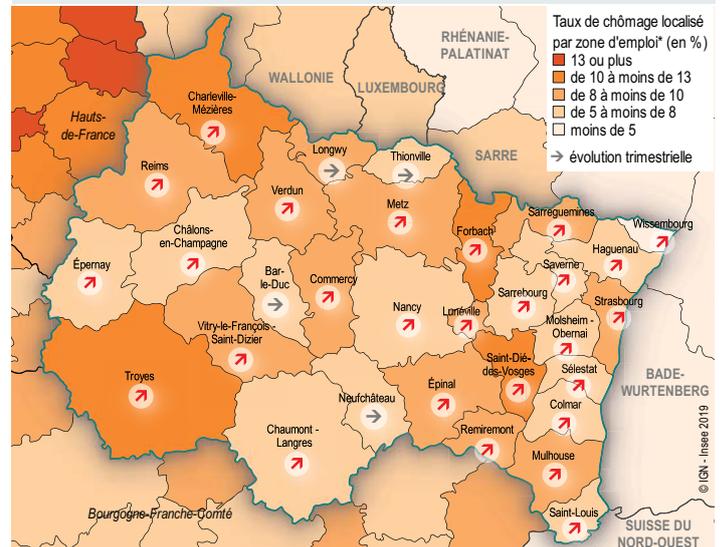
Avec 8,1 millions de nuitées entre juillet et septembre 2019, la fréquentation des hébergements touristiques marchands du Grand Est

5 Taux de chômage



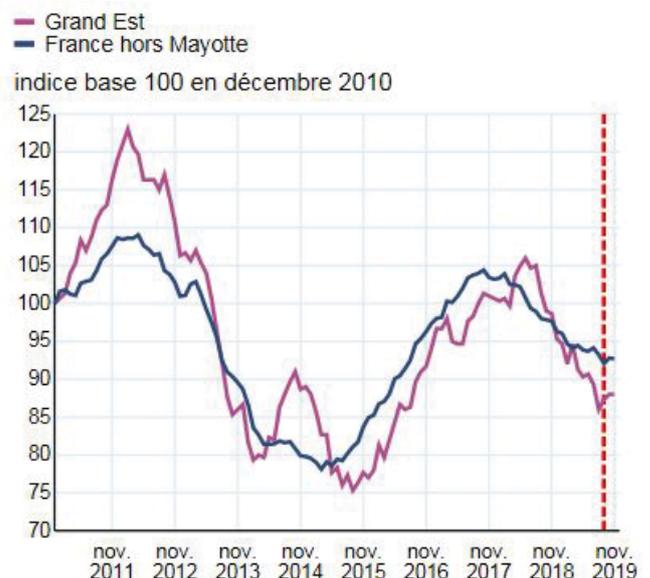
Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

6 Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 3^e trimestre 2019



Note : données provisoires pour le troisième trimestre 2019. * Zone d'emploi (FR), Région (BE), Land (DE), Pays (LU), Suisse du Nord-Ouest (CH). Sources : Insee, Statbel, Destatis, Statec, OFS.

7 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt. Source : SDES, Sit@del2.

progresses encore par rapport à la même période de l'année précédente (+ 1,6 %). Cette hausse, légèrement supérieure à la moyenne métropolitaine (+ 1,3 %), est portée par la seule clientèle venant de l'hexagone. Si le nombre de nuitées des non-résidents est stable dans la région, il recule au niveau national (- 2,2 %).

Le mois de juillet s'avère très favorable : la fréquentation touristique, tant de la clientèle résidente que non résidente, augmente de plus de 5 %. Au mois d'août, la hausse du nombre de touristes venant de France équilibre la baisse de ceux qui viennent de l'étranger (+ 1,9 % et - 1,8 % respectivement) ; la situation se dégrade en septembre, la fréquentation des touristes résidents ne compensant pas la baisse de fréquentation des non-résidents (- 5 %).

Les touristes sont venus plus nombreux dans la plupart des agglomérations, comme à Metz, Mulhouse, Strasbourg et Colmar (entre + 5 % et + 13 %). La fréquentation touristique pour le 3^e trimestre est stable d'une année sur l'autre dans la région de Reims, et recule de 10 % dans celle de Troyes.

Au niveau régional, le nombre de nuitées hôtelières croît de 1,5 % grâce aux touristes résidents (+ 3,2 %), tandis que la fréquentation des non-résidents marque le pas (- 0,9 %). Au niveau national, la croissance est plus modeste, le repli de la clientèle non résidente annulant presque la progression des résidents (- 5 % et + 4 %, soit + 0,4 % au total). La clientèle venant d'Allemagne et de Belgique, soit 37 % des nuitées, diminue d'un peu plus de 1 %, tandis que celle venant du Royaume-Uni baisse de 12 %. Les États-Unis, l'Espagne et la Chine représentent 11 % des nuitées et se révèlent les seuls pays en provenance desquels la fréquentation est en hausse sensible (entre + 4 % et + 13 %).

La fréquentation des campings du Grand Est est stable ce trimestre, tant pour les résidents que pour les campeurs venant de l'étranger ; ces derniers sont plus nombreux d'Allemagne et de Belgique (+ 5 % et + 10 %), et moins d'Italie et du Royaume-Uni (- 11 % et - 21 %).

L'engouement pour les autres hébergements collectifs de tourisme (AHCT) ne se dément pas, puisque leur fréquentation augmente de 4 % entre juillet et septembre 2019, et s'avère supérieure à la moyenne métropolitaine (+ 2,6 %). Le nombre de nuitées des résidents progresse davantage que celui des non-résidents (+ 4,4 % et + 2,6 %).

Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions ([en savoir plus](#)).

Forte hausse des créations d'entreprises

Au 3^e trimestre 2019, 11 460 entreprises ont été créées dans le Grand Est. Après une faible hausse au 2^e trimestre (+ 0,6 %), le nombre de créations augmente fortement (+ 10,4 %). Cette augmentation est plus marquée pour les micro-entreprises que pour les entreprises classiques (+ 11,2 % et + 9,9 %). Au niveau national, le rythme des créations s'accélère aussi, mais moins vigoureusement, passant de + 1,0 % à + 4,1 %. Contrairement au Grand Est, la croissance des créations est plus importante pour les entreprises classiques que pour les micro-entreprises (+ 5,3 % et + 2,6 %).

Par rapport au cumul annuel brut mesuré un an plus tôt, la région enregistre 5 340 créations supplémentaires, soit une hausse de 14,7 %. Là encore, la progression est plus marquée pour les micro-entreprises que pour les entreprises classiques (+ 18,5 % et + 12,2 %).

Comme au 2^e trimestre, le nombre de créations sur un an augmente dans tous les départements. La Meuse présente la plus faible progression (+ 8,9 %). La hausse des créations dépasse + 10 % dans tous les autres départements, les plus fortes progressions se situant en Meurthe-et-Moselle et dans le Haut-Rhin (+ 19,5 % et + 17,8 %).

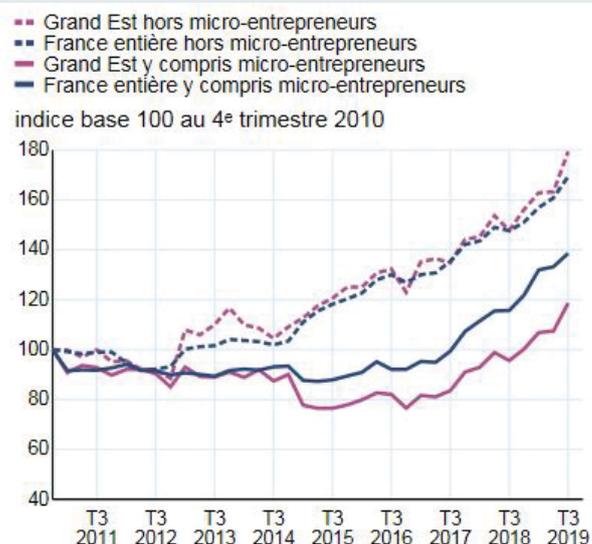
8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2011.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

9 Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

10 Défaillances d'entreprises



Notes : données mensuelles brutes au 20 décembre 2019, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

Dans les quatre grands secteurs d'activités, le nombre de créations sur un an croît fortement. Les augmentations sont comprises entre 13,3 % dans les services et 16,9 % dans la construction. Ces hausses sont soutenues par les créations de micro-entreprises qui augmentent notamment de 23,3 % dans l'industrie et de 19,3 % dans les services.

Augmentation modérée des défaillances d'entreprises

Au 3^e trimestre 2019, 4 060 entreprises ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire en cumul annuel brut, soit une progression de 1,7 % en glissement annuel. En France, la tendance s'est inversée, passant de + 1,7 % à - 1,9 %. Les évolutions sont contrastées entre les départements de la région, avec des hausses de 17,8 % et de 14,7 % en Moselle et dans la Meuse et des baisses de 16,4 % et de 14,8 % dans l'Aube et les Ardennes. Les grands secteurs sont eux aussi orientés différemment, avec 13,3 % d'entreprises défaillantes de moins dans l'industrie, mais 8,6 % de plus dans le commerce. Dans le Grand Est, le nombre d'entreprises défaillantes en cumul annuel brut recule de 3,2 % par rapport au 2^e trimestre 2019, une baisse qui concerne tous les départements et tous les grands secteurs.

Bonne orientation des exportations, avec une progression vers l'Allemagne

Comme chaque année au 3^e trimestre, la valeur des exportations du Grand Est est plus basse qu'au trimestre précédent (- 5,8 %). Depuis 2016, ce montant augmente en glissement annuel ; comparativement au 3^e trimestre 2018, il progresse de 3,0 % pour atteindre 15,8 milliards d'euros en 2019.

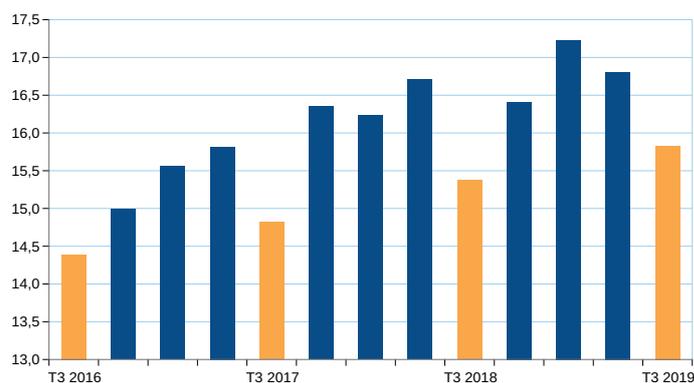
Huit pays participent à hauteur de 5 % à 25 % du montant des transactions du Grand Est, totalisant 70 % des ventes de la région.

Les exportations vers l'Allemagne, premier partenaire commercial de la région, sont en hausse sur quatre trimestres glissants (+ 2,7 %). Sur cette période, la plus forte progression des transactions vers l'étranger est à destination du Royaume-Uni (+ 10,6 %). Les valeurs des exports vers l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique restent globalement stables (entre - 0,7 % et - 0,1 %), tandis que ceux vers la Suisse et l'Italie sont en nette progression (+ 5,1 % et + 3,9 %). Le montant des transactions vers les États-Unis gagne 6,6 %. Ces ventes contribuent à hauteur de 6,2 % à la valeur des exportations du Grand Est ce trimestre, derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie (respectivement 25,3 %, 8,7 % et

8,0 %). La valeur de l'ensemble des ventes vers la zone euro perd 3,9 % entre le 2^e et le 3^e trimestre, mais progresse de 1,4 % depuis le 3^e trimestre 2018.

Six postes de produits totalisent 45 % du montant des exportations. La valeur des transactions de véhicules automobiles, premier poste soutenant les exports de la région, recule entre le 2^e et le 3^e trimestre (- 16,6 %). Sur une année glissante, le montant de ces ventes a néanmoins progressé de 13,3 %. L'équipement automobile est quant à lui en baisse à la fois sur le trimestre et depuis le 3^e trimestre 2018 (- 6,7 % et - 5,6 %). En hausse annuelle de 6,9 %, la valeur des exportations de boissons croît considérablement sur le trimestre (+ 20 %). Pour les trois autres postes de produits pesant dans les transactions du Grand Est, l'évolution des montants acheminés est contrastée sur quatre trimestres glissants : négative pour les produits chimiques (- 1,8 %), favorable pour les machines et équipements d'usage général (+ 2,8 %) et soutenue pour les produits pharmaceutiques (+ 5,6 %). ■

11 Exportations du Grand Est



Note : données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte.
Source : Douanes.

Les données étant révisées tous les mois de façon plus ou moins importante, il est possible que les évolutions et tendances des trimestres passés ne coïncident plus avec celles présentées ci-dessus.

Contexte national

La croissance française garde son rythme, portée par la demande intérieure

Au troisième trimestre 2019, la croissance française s'est de nouveau établie à + 0,3 %, portée par l'investissement des entreprises, notamment en services, et par la consommation des ménages, du fait de gains élevés de pouvoir d'achat en début d'année. Le commerce extérieur a quant à lui pesé une nouvelle fois sur la croissance.

D'ici la mi-2020, la croissance française serait comprise entre + 0,2 % et + 0,3 % par trimestre, selon la *Note de conjoncture* nationale de l'Insee. La consommation des ménages garderait un rythme régulier, l'investissement des entreprises ralentirait tout en restant dynamique, tandis que le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 et l'acquis de croissance s'élèverait à + 0,9 % mi-2020. Le chômage poursuivrait sa baisse progressive pour atteindre 8,2 % à l'horizon de prévision.

Contexte international

La crainte d'un retournement conjoncturel global s'atténue

L'année 2019 aura été marquée par les nombreuses incertitudes qui ont pesé sur la croissance mondiale. Les difficultés du secteur automobile et le ralentissement de l'économie chinoise ont par exemple contribué au ralentissement global. Mais certaines incertitudes qui ont pénalisé jusqu'ici le commerce international semblent se réduire un peu : la perspective d'un *Brexit* sans accord paraît s'éloigner et les signes d'apaisement dans la guerre commerciale sino-américaine laissent attendre un rebond du commerce mondial. Par ailleurs, les mesures budgétaires contribueraient à soutenir l'activité en zone euro.

L'activité et l'emploi progressent chez nos voisins

Avec +0,1 % au 3^e trimestre 2019, l'activité **allemande** se redresse légèrement, après -0,2 % au trimestre précédent et +0,5 % au premier. Elle est principalement soutenue par la demande intérieure qui reste vigoureuse, la consommation des ménages et la consommation publique progressant de 0,4 % et de 0,8 %. De plus, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+0,5 point) ; en effet, les exportations redémarrent, conjuguées à une augmentation modérée des importations (+1,0 % et +0,1 %). La balance commerciale reste excédentaire de 21,1 milliards d'euros fin septembre 2019. En revanche, les investissements reculent de 3,5 %, excepté dans la construction (+1,2 %).

La situation de l'emploi reste très favorable. Le nombre de personnes en emploi s'élève à 45,4 millions, soit le plus haut niveau observé depuis la réunification de 1990. Même si le marché de l'emploi continue de croître, sa dynamique s'est affaiblie au cours de l'année. La progression par rapport au trimestre précédent n'est plus que de 0,3 %, mais atteint +0,8 % par rapport au troisième trimestre 2018. Sur un an, la hausse atteint +3,7 % dans le secteur de l'information et de la communication et +1,8 % dans le secteur des services publics, éducation et santé. Dans la construction, le nombre de personnes en emploi progresse également (+1,4 %), ainsi que dans l'industrie manufacturière (+0,4 %). La baisse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit jusqu'à fin septembre 2019. Ils sont 1,3 million de chômeurs (-7,6 % sur un an) et le taux de chômage se situe à 3,1 % au troisième trimestre 2019 (0,2 point de moins qu'au même trimestre en 2018).

En septembre 2019, le nombre de salariés progresse en une année dans le Land du Bade-Wurtemberg de 1,6 % (4,82 millions), ainsi qu'en Rhénanie Palatinat (1,46 million soit +1,3 %). Dans la Sarre, les effectifs se maintiennent à 395 300 salariés. Dans le même temps, le taux de chômage se stabilise dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat à 3,2 % et à 4,2 %, mais augmente de 0,3 point à 6,2 % dans la Sarre.

En Suisse, l'activité progresse de 0,4 % au 3^e trimestre 2019, après +0,3 % au 2^e trimestre et +0,4 % au 1^{er}. La croissance est avant tout soutenue par les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques de l'industrie manufacturière, qui affiche une hausse globale de sa valeur ajoutée de 1,2 %. Les exportations d'énergie sont également en forte progression grâce au dynamisme du secteur énergétique (+8,2 %). Globalement, les exportations et les importations augmentent (+0,7 % et +1,1 %), après le repli du trimestre précédent. Les consommations privée et publique contribuent modérément à la croissance (+0,2 % et +0,5 %).

La Suisse compte plus de 5,1 millions d'emplois. En hausse de 0,3 % comparé au trimestre précédent et de 1,3 % sur un an, il atteint son plus haut niveau historique. L'emploi augmente aussi bien dans le secteur secondaire que tertiaire (+1,2 % et +1,4 %). Dans la

Suisse du Nord-Ouest, les emplois progressent également de 1,2 % et s'établissent à 697 000. La Suisse accueille près de 325 300 frontaliers (+4,2 % sur un an), dont 177 300 viennent de France (+4,2 %). Parmi eux, un sur cinq réside dans les départements alsaciens. Ces derniers travaillent principalement dans les cinq cantons de la Suisse du Nord-Ouest et représentent 33 400 personnes, soit +1,1 % en un an.

Au 3^e trimestre 2019, 225 000 personnes sont au chômage en Suisse, contre 217 000 un an auparavant (+3,7 %). Le taux de chômage se situe à 4,6 % de la population active, soit +0,2 point sur un an et de +0,4 point comparé au trimestre précédent. À l'inverse, dans la Suisse du Nord-Ouest, le nombre de chômeurs recule de 26 000 à 24 000 en moyenne sur un an, et le taux de chômage, de 3,9 % à 3,6 %.

Au Luxembourg, d'après les premières estimations du STATEC, la croissance au 3^e trimestre 2019 s'élève à 0,2 %, après +2,1 % et +0,7 % aux trimestres précédents. Elle est soutenue par les activités financières et d'assurance (+1,2 %) et les dépenses de consommation des administrations publiques (+1,9 %). Dans le même temps, les exportations progressent de 1,1 %, comme les importations.

La situation du marché du travail reste dynamique et l'emploi continue sa progression : +0,6 % entre juin et septembre 2019 et +3,5 % sur un an. Le nombre de frontaliers, qui représentent plus de 43 % des 467 300 emplois du pays, augmente de 4,5 % entre septembre 2018 et 2019. En septembre 2019, le chômage concerne 5,4 % de la population active contre 5,5 % un an plus tôt.

En Belgique, selon une première estimation rapide de l'Institut des comptes nationaux, le produit intérieur brut affiche une croissance de 0,4 % au troisième trimestre 2019, après +0,3 % au trimestre précédent et 0,0 % au premier. En base annuelle, l'activité se renforce de 1,6 %, soutenue par les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques (respectivement de +0,6 % et +0,5 %). De plus, les investissements des entreprises progressent (+1,0 %), alors que ceux des ménages et des administrations publiques se replient (-1,5 % et -0,2 %). L'activité économique est également tirée vers le haut, modérément par l'industrie (+0,1 %), mais surtout par les services et la construction (+0,4 % et +1,3 %). En revanche, le commerce extérieur contribue négativement à la variation du PIB (-0,1 point) : les exportations et les importations reculent de 0,9 % et de 0,8 %.

La hausse de l'emploi se poursuit pour atteindre 4,89 millions d'emplois, soit +0,4 % par rapport au trimestre précédent et +1,3 % en une année. Dans ce contexte, le taux de chômage passe de 5,7 % au 3^e trimestre 2018 à 5,5 % un an plus tard.

Note : tous les taux de chômage sont au sens du BIT, à l'exception de ceux des trois Länder allemands.

Insee du Grand Est
Cité Administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :
Yves Calderini

Rédaction en chef :
Laurence Luong
Jacques Marty

ISSN 2492-5152
© Insee 2020

Pour en savoir plus

- « Clair-obscur », *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2019.
- Tableau de bord Conjoncture : Grand Est, Insee.fr, décembre 2019.
- « Le chômage continue à baisser, mais l'emploi marque le pas », *Insee Conjoncture Grand Est* n° 20, octobre 2019.

